

3 juillet 2025 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration à la presse du Président Emmanuel Macron depuis Roquefort.

Emmanuel MACRON

J'ai juste, d'abord, quelques mots pour dire la joie que j'ai d'être ici avec le député, Monsieur le maire de Saint-Affrique et les élus qui sont là, et remercier l'ensemble des habitants et des élus du territoire de la commune de Roquefort. C'est un engagement que j'avais pris il y a quelques mois au Salon de l'agriculture. On est là pour célébrer, dire la fierté et le soutien de la nation pour les 100 ans de cette appellation, qui est la plus vieille de France, et qui a d'ailleurs commencé, ce qui est ensuite une spécialité de notre pays, qui est de protéger justement ces appellations, qui a ensuite évolué, parce qu'on a un système d'appellations, comme vous le savez, d'indications géographiques, tout ce système s'est perfectionné à travers le temps.

Mais c'est vraiment un modèle français qui protège à la fois une production, un terroir, aussi un cahier des charges. On est très heureux de visiter les caves, de défendre le Roquefort et de pouvoir dire aussi tout le soutien à la filière, à notre agriculture et à notre filière agroalimentaire. J'ai pu répondre à plusieurs questions sur ces sujets. Maintenant, je vais répondre aux vôtres.

Journaliste

Monsieur le Président, vous avez évoqué les négociations en cours avec les États-Unis sur le commerce. Le Chancelier Merz demande un accord rapide et ferme. Qu'est-ce que ce sera pour vous, un bon accord ? Et vous avez aussi évoqué la possibilité d'une taxation à 25 %, donc on peut avoir un petit éclaircissement sur ce point ? Est-ce que c'est 10 plus 15 ?

Emmanuel MACRON

Non, je vais vous répondre très précisément. Merci de votre question, elle est importante pour tous ceux qui nous écoutent. Moi, le souhait et ce que nous défendons depuis le début, c'est d'avoir l'accord le plus ambitieux, le plus rapide possible. Quand je dis l'accord le plus ambitieux, c'est 0 pour 0. Parce que nous, on pense que ce ne sont pas les tarifs qu'il faut avoir entre les États-Unis et l'Europe, mais un marché ouvert où les produits puissent circuler, avec évidemment ensuite les éléments de qualité, les normes qui existent de part et d'autre.

La solution, ce n'est pas les tarifs. Donc nous, on est pour un accord 0 pour 0 le plus vite possible. Là, c'est 10 % qui s'appliquent. Ce qui pèse sur nous, c'est potentiellement 25 ou davantage. Ce que je disais tout à l'heure, c'est la menace, s'ils n'y avaient pas d'accord. Le souhait qui est le nôtre, et il y a, je crois, vraiment un très fort consensus, on l'a vécu au dernier Conseil européen, c'est que la négociation, qui est menée en notre nom par la Commission européenne, puisse être conclue. Donc qu'elle soit conclue et qu'elle permette d'obtenir ce qui est le minimum aujourd'hui pour les Américains, 10 %, donc 10 % pour 10 %. C'est ce qui a été, par exemple, négocié par les Britanniques. Que sur certains secteurs où le 0% de tarifs préexistait, je pense à l'aéronautique qui en a beaucoup besoin et qui est important pour la région, on puisse l'avoir.

Et puis, qu'il y ait aussi des accords qui soient trouvés dans certains domaines. Par exemple, le gaz liquéfié, on va être des acheteurs pour continuer de se désensibiliser du gaz russe, que ce soit valorisé dans l'accord, que les efforts de défense soient valorisés. Pour moi, le bon accord, c'est l'accord qui est conclu le plus vite possible, avec les tarifs les plus bas possibles, et qui doit être juste et ferme, c'est-à-dire que si, malheureusement, le choix américain est de mettre des tarifs sur nous, que ce soit compensé par une réponse de notre part qui incitera à démanteler tout ça.

Journaliste

Monsieur le Président, le Mercosur dans la négociation juridique qui peut être menée, est-ce que c'est un optimisme qui prédomine ?

Emmanuel MACRON

Non, c'est la volonté. Je vais vous dire très clairement, je l'ai dit en l'état, nous, nous sommes opposés à cet accord. Si l'accord n'était pas modifié, on se bat pour avoir une minorité de blocage qui permettrait de bloquer cet accord. Maintenant, on se bat aussi pour que cet accord soit amélioré. C'est tout ce qu'on est en train de faire avec plusieurs partenaires. On a créé une coalition avec les Polonais, les Roumains, les Belges, les Italiens et plusieurs autres pays européens qui ont les mêmes problématiques que nous. En fait, ce qu'on dit, c'est un accord pour plein de secteurs qui est très bon, mais on ne peut pas sacrifier des filières agricoles.

Pour ne pas les sacrifier, qu'est-ce qu'on veut faire ? On veut qu'il y ait ce qu'on appelle des clauses de sauvegarde qui est que si d'un seul coup ça venait déstabiliser un marché, on puisse dire stop. C'est ce genre de clause qu'on avait utilisée il y a quelques années avec l'Ukraine, par exemple. Ça a bien marché. C'est ça qu'on veut négocier. Nous, ce qu'on demande, avec ces quelques pays, c'est ce qu'on appelle un protocole additionnel. C'est donc de compléter cet accord, comme on le porte depuis le début, pour qu'ils puissent traiter les craintes légitimes que nous avons pour plusieurs filières agricoles. C'est ce à quoi on travaille avec la ministre de l'Agriculture, avec le ministre de l'Europe, des Affaires étrangères, et il y a eu des premiers contacts avec les Argentins et les Brésiliens pour leur expliquer cela.

En fait, on a deux voix. Si le traité est maintenu en l'état, nous serons contre et on se battra pour avoir une minorité de blocage et qu'il ne rentre pas en vigueur. En parallèle de ça, on se bat pour l'améliorer et qu'ils prennent en compte les secteurs qu'on veut protéger, parce qu'on pense qu'ils seraient déstabilisés par un tel accord.

Journaliste

Monsieur le Président, deux de nos compatriotes sont accusés par l'Iran d'espionnage au compte d'Israël. Quelle est votre réaction à cette accusation ? Et très concrètement, que peut faire, que va faire la France maintenant ? Est-ce qu'il faut mettre dès maintenant des sanctions pour faire pression sur l'Iran ?

Emmanuel MACRON

Il y a déjà beaucoup de sanctions qui existent, comme vous le savez, mais je veux ici dire un mot aux familles Paris et Kohler que j'ai reçues, que le ministre a reçu à plusieurs reprises, que nous suivons depuis le début, leur dire mon affection et le soutien de la nation. J'ai, à plusieurs reprises, je vais vous dire, j'ai systématiquement parlé au Président Pezeshkian et avant lui, au Président Raïssi, de nos otages. Je l'ai reparlé ces derniers jours à deux reprises au Président Pezeshkian sur la question du nucléaire, la situation, mais mes deux discussions ont commencé par la question de nos otages. Il connaît notre position, ma préoccupation, le choix qui a été fait est une provocation à l'égard de la France, une offense et un choix inacceptable d'agressivité.

Parce que nos deux compatriotes sont allés là-bas avec des engagements qui sont tout à fait respectables, ce sont des enseignants, ils avaient un engagement syndical, mais se permettent de dire que ce sont des agents de l'étranger qui auraient déstabilisé le régime, etc. Je pourrais dire simplement que c'est fantaisiste si ça n'était pas criminel. C'est inacceptable pour la France. Nous protégerons nos enfants. Et je peux vous dire que la réponse ne se fera pas attendre.

Je vais appeler le Président Pezeshkian, lui demander de reclasser, évidemment, cette qualification qui est gravissime et qui a des conséquences très graves, lui dire le soutien absolu que nous portons aux familles et dire que, de toute façon, s'il maintenait dans les jours et les semaines qui viennent, une telle qualification, la France prendra des mesures de rétorsion.

Mais je n'en suis pas encore là, parce que je veux d'abord le convaincre de reclasser cela. C'est une décision qui a été prise par des instances compétentes. Je vais en appeler au Président iranien, mais on ne peut pas accepter ça, parce que ça ne correspond pas à la réalité. Ce n'est pas acceptable.

Journaliste

M. le Président, tout à l'heure, vous avez rencontré les éleveurs et vous avez eu une parole forte en disant que le pastoralisme et la présence du loup n'étaient pas compatibles. Je vous ai entendu parler aussi de nécessité de prélever. C'est vraiment la position que vous allez défendre aujourd'hui ?

Emmanuel MACRON

Oui, c'est d'ailleurs la position que j'ai défendue déjà en me battant avec quelques autres, mais on n'était pas beaucoup de combattants au début, au niveau européen, pour changer le niveau de protection du loup. Vous savez que tout ça vient de loin, de la Convention de Berne, de ce que l'Europe a ensuite appliqué, et le loup était une espèce qui était très protégée. Regardez le résultat ces dernières années. Là où il a été réintroduit dans des massifs, on pouvait considérer que dans des massifs qui étaient eux-mêmes très protégés, classés, où il n'y avait pas d'activité humaine, que le loup se réintroduise et recrée l'espèce. Je pense qu'on pouvait trouver un consensus. Mais enfin, qui peut penser que dans des terres qui, depuis des siècles, vivent, se sont équilibrés, ont à la fois l'habitat, mais aussi la préservation de la nature, qui est liée à l'activité du pastoral ici. Le loup peut revenir innocemment, ce n'est pas possible. Il a d'ailleurs été chassé, quand il essaie de venir, par les mêmes bergers, il y a 50, 100, 150 ans.

On a demandé beaucoup d'efforts à nos éleveurs. J'étais là depuis le début. On leur a dit, il faut protéger vos exploitations. Vous devez mettre des barrières là, vous devez rentrer les bêtes, vous devez vous payer des chiens patous. Ensuite, on leur a dit que ce n'était pas bien d'avoir des chiens patous parce qu'ils attaquaient les gens qui venaient se balader. Ensuite, on a dépensé de l'argent public, on en dépense pour les indemniser quand leurs bêtes, soit sont dévorées, soit par panique, tombent. C'est là où on a les plus grosses pertes. On dépense de l'argent public à la condition qu'il soit protégé pour les indemniser. Et donc, vous avez beaucoup aujourd'hui, nos exploitants, d'abord qui vivent dans la peur, dans l'angoisse, ce qui est objectivement pas acceptable, parce que ce n'est pas les gens qui décident ça qui vivent dans cette angoisse. On en a beaucoup qui, du coup, arrêtent ou changent les pratiques de pastoralisme.

Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'ils ne montent plus les bêtes. Ça veut dire parfois qu'ils restent avec les bêtes à la ferme, les engraisent là, ce qui est beaucoup plus reposant. Moins de travail pour eux. Mais pour l'équilibre entier, pour la qualité de la viande, c'est moins bon, mais surtout pour la qualité de nos paysages, c'est terrible, parce que les conséquences derrière, qu'est-ce que ce sera ? Des changements d'habitude, mais surtout des vallées entières qui vont retrouver la broussaille, avec des risques d'incendie, avec des tas de dégâts qu'on aura. Pardon, mais je vous parle de manière très concrète, parce que c'est exactement ce qui est en train de se faire.

Donc là, on s'est battus pour déclasser la protection du loup, pour dire, regardez, il y en a partout. Il arrive ici. Il est ici, il est dans le Var, dans les communes, vous en avez à Hyères, à Besançon, vous avez du loup. Il y en a trop. Donc il faut, maintenant qu'on a réussi il y a quelques semaines à baisser la protection du loup, d'y passer de protection forte à protection normale, adapter nos pratiques. Et là où on ne pouvait prélever le loup qu'après avoir pris toutes ces protections avec des conditions très restrictives, à dire, dans les endroits où il y a du pastoralisme, on doit construire ça avec la loi, on ne veut pas que le loup vienne s'installer, parce qu'il menace une organisation, pas simplement de production, mais de vie, de préservation de la nature.

D'ailleurs, c'est assez logique, c'est un conflit, même dans la gestion de la biodiversité. Le pastoralisme, c'est bon pour la biodiversité. Si on laisse le loup s'installer au titre de la biodiversité dans ses vallées, il viendra fragiliser le modèle qu'on a aujourd'hui. Donc oui, pour réintroduire le loup, mais oui, pour le faire là où il n'y a pas, justement, de pratiques de pastoralisme, et là où on n'a pas d'éleveurs et de bergers.

Journaliste

Monsieur le Président, il y a un mois, jour pour jour, vous disiez, ne revenons pas en arrière sur l'écologie. Hier, le ministre de l'Intérieur a signé une tribune pour dire, arrêtons de financer les énergies renouvelables. Ce soir, il réitère en disant, c'est du bon sens ce que je défends. Est-ce que c'est du populisme ?

Emmanuel MACRON

D'abord, moi, j'ai nommé un Premier ministre. Le Premier ministre, il doit diriger son Gouvernement et les ministres du gouvernement doivent s'occuper des politiques qu'ils conduisent. Chaque ministre. Parce que si on se met à avoir des ministres qui s'occupent de tout, ce ne serait plus un Gouvernement.

Il y aura le temps des débats, des programmes. Là, il y a le temps du Gouvernement de la France. Je pense que chaque ministre doit s'occuper des affaires pour lesquelles il est nommé. Après, si les gens veulent faire autre chose, ils font autre chose. Mais moi, je suis garant de ça.

La deuxième chose. Moi, je viens d'un temps où c'était le nucléaire qu'il fallait complètement arrêter. On disait que c'était aussi du bon sens. J'ai mis fin à ça. J'ai conduit un travail scientifique qui a été mené par l'Agence internationale de l'énergie, RTE, etc. Il y a même eu un rapport sur notre modèle. Ce rapport dit une chose très simple. On doit aller vers l'électrification. On doit économiser de l'énergie. Et le seul modèle qui va, c'est celui qui fait du nucléaire et qui le consolide, et du renouvelable. C'est la stratégie que j'ai annoncée à Belfort en février 2022. C'est la seule règle qui doit prévaloir. Pourquoi ?

Parce qu'elle est scientifiquement fondée. Le renouvelable doit faire partie du mix électrique français. De la même manière que j'ai défendu le nucléaire en arrêtant les fermetures de centrales et en permettant de relancer la production, il est bon d'avoir une part aussi de renouvelable. C'est du bon sens. Je vais vous dire, c'est tellement du bon sens que vous êtes dans un département où l'énergie ici est produite par des barrages hydroélectriques. C'est du renouvelable. Il y a un consensus complet, c'est une propriété de la nation. On doit investir et on va dépenser de l'argent pour ces barrages hydro, parce qu'on a sauvé ce modèle en renationalisant EDF, on a permis qu'il reste la propriété de la France, et c'est une très bonne chose. C'est moins cher que de la production nucléaire, c'est déjà installé et amorti, c'est dans l'équilibre de notre territoire, c'est bon pour les communes et ça permet de décarboner l'énergie. Donc, il faut arrêter les schémas.

Il y a des gens qui, par exemple, ne veulent plus qu'on installe des éoliennes. C'est du bon sens de ne pas leur imposer, oui. Mais après, on veut développer du solaire de manière proportionnée. Nos agriculteurs ne veulent pas en mettre à la place des surfaces, mais ils en mettent sur les toits. Ça leur fait un revenu. Ça fait des équilibres. On est en train de développer de l'éolien en mer. Ça fait du revenu. On a même des filières. On crée des emplois avec ça. On a de l'hydro, donc, il ne faut pas de caricature. Du bon sens, c'est de regarder la science, les pratiques, la réalité du territoire français, et de se dire qu'on a besoin de ce modèle complet qui est la stratégie de Belfort, et il faut de la stabilité et de la constance. Cette stratégie qui est la stratégie de la France, qui est le fruit d'un très gros travail scientifique, politique depuis 2022, moi, je suis garant d'une chose, c'est qu'on l'applique. Ce que je sais, c'est qu'on a perdu beaucoup de temps dans notre pays, gaspillé beaucoup d'argent à faire du yo-yo. Il y a eu un temps où il y avait le tout renouvelable. Il ne faut pas qu'on aille vers le tout nucléaire davantage. Voilà, il faut qu'on ait cette politique équilibrée.

Journaliste

Le Président Poutine a dit au Président Trump qu'il ne renoncerait pas à ses objectifs en Ukraine. Comment on peut arriver à une issue diplomatique pour ce sujet ?

Emmanuel MACRON

Vous le savez, c'est ce que pousse d'ailleurs le Président Trump lui-même depuis plusieurs mois : obtenir par la pression un cessez-le-feu le plus vite possible. C'est pourquoi nous avons pris un 18e paquet de sanctions, et j'espère très fortement que les sénateurs américains porteront eux-mêmes un paquet de sanctions qui ont vocation à ramener à la table le Président Poutine, à faire cesser les armes et à construire les termes d'une négociation pour une paix juste et durable.

Journaliste

La pression de la livraison d'armes que les Américains justement ne veulent plus faire.

Emmanuel MACRON

J'ai une dernière fois vu le Président Trump. Il venait de voir le Président Poutine, ils ont longuement parlé, ils ont parlé, y compris des livraisons de Patriot et des armes, et je n'ai pas entendu de la part du Président Trump les positions qui ont été prises. J'ai compris qu'il y avait eu des décisions techniques, mais je ne surinterpréterai pas ces décisions techniques. Ce que je vois, c'est que les États-Unis d'Amérique ont affirmé le maintien de leur soutien à l'Ukraine, et les États-Unis d'Amérique jouent depuis le début un rôle important.

La clé, c'est de maintenir le soutien, de renforcer les sanctions et d'avoir des sanctions qui permettent de dissuader, de ramener tout le monde à la table des discussions et de permettre de construire cette paix qui doit être des négociations territoriales par l'Ukraine et des garanties de sécurité auxquelles nous contribuerons.